DOUVES.

Il existe cinq ou six grandes maisons qui font le commerce des douves à la Nouvelle-Orléans ; elles emploient tous les ans environ sept millions de pièces estimées à $1,500,000. L'importation s'élève à à peu près un million de dollars par an. L'Espagne et le Portugal sont les pays qui en reçoivent le plus ; puis viennent, par ordre d'importance, l'Angleterre, la France, l'Italie, la Russie et la Belgique.

RICHESSES FORESTIÈRES.

Le commerce des bois de construction est en ce moment l'une des plus importantes et des plus grandes places de la Louisiane. Nous possédons une énorme étendue de forêts vierges. Sur les 31,600,000 d'acres qui forment la superficie de l'Etat, 16,000,000 sont boisés et sont jusqu'à présent échappé à la hache du bucheron. On y trouve du fer, du sapin, du cèdre, trois variétés de pins, deux de hêtres, deux de mûriers, quatre de frêne, trois d'orme, deux de gommes, quatre de noyer, trois d'érable, trois de chêne, deux de bouleaux, deux de sassafras, deux de magnolia et quatre d'osier. Le cyprès et le pin sont les deux essences dont se tirent le plus grand profit nos scieurs. La hache, le scie et la cognée, activées par la vapeur, dévastent rapidement le terrain ; à peine celle-ci a-t-elle abattu un arbre, que celle-là le met en pièces ; et, à mesure que l'homme y avance, on lui dérobe les splendides retraites où il allait chercher le gibier. Il se fonde partout dans cette région, depuis quatre ou cinq ans, des villes nouvelles, et l'on y bâtit avec empressement. Il s'agit, en effet, de l'exploitation de mines qui ont été découvertes en si grand nombre dans l'Alabama, le Tennessee, la Georgie, l'Arkansas, etc. Pour bâtir des villes, il faut des matériaux. Il faut autant de quincaillerie que de bois, de pierres et de métaux. La Nouvelle-Orléanaise expédie une bonne partie sur les points où elle fait besoin.

Il n'en est pas été de même autrefois, à l'époque où nous étions privés de moyens de communication avec l'intérieur. Les chemins de fer du Nord pénétrant un peu partout, utilisant les ateliers des constructeurs à qui ils apportaient tout ce quilleur était nécessaire. Mais nous avons maintenant à nous-mêmes des voies ferrées dans le Sud, et nous ne craignons plus la concurrence du Nord et de l'Ouest. Nous recevons directement de Liverpool et d'Allemagne, par voie maritime, aux mêmes conditions que les maisons de New York, de Philadelphie ou de Boston, le fret de Liverpool à la Nouvelle-Orléans n'étant pas plus élevé que le fret de Liverpool à New York. Or, de la Nouvelle-Orléans aux points de l'intérieur qu'il s'agit d'alimenter, la distance par chemin de fer est moins longue que de New York à ces mêmes points. D'où un premier avantage pour notre commerce local.

Quand nous en étions réduits à expédier nos fers ouvragés uniquement par les cours d'eau qui sillonnent le pays, les chemins de fer n'existant pas encore dans le Sud, il y avait une époque de l'année, celle de la baisse des rivières et des lacs-eaux, où tout envoi de marchandises devenait impossible. Les maisons de quincaillerie de l'intérieur étaient donc obligées de s'approvisionner en bloc pour toute une année, au lieu de se pourvoir ici au fur et à mesure des besoins de leurs localités respectives. Les barres, proclamée de la Nouvelle-Orléans leur vendaient, par conséquent, à un an de terme. Un peu plus tard, étant à même, grâce aux chemins de fer qui avaient pénétré dans le Sud, d'acheter dans les villes de l'Est et du centre par petits lots, les marchands de l'intérieur ne sont plus exposés à en faire venir leur quincaillerie qui leur coûtait naturellement moins cher qu'à la Nile-Orléans. Réglant leurs factures au comptant, ils font trois mois, ils obtenaient leurs articles à des prix plus doux que chez nous, où les ventes à courte échéance étaient impossibles par suite de l'interruption des communications pendant quatre ou cinq mois de l'année.

A cette heure, tout est changé ; nous avons nos railways comme le Nord a les siens, et nous sommes redevenus les fournisseurs de la Louisiane, du Mississipi, de l'Alabama, de la Floride, de l'Arkansas et du Texas. Nous ne craignons plus la concurrence des grands centres commerciaux situés au Nord. Les prix courants pour ce qui concerne la quincaillerie étrangère qui nous est et nous sera longtemps encore indispensable, mais nous recevons directement, à Nouvelle-Orléans, dans l'Est et sur lesquels le fret maritime est pour ainsi dire insignifiant, de sorte qu'il en coûte moins de les réexpédier de la Nile-Orléans à l'intérieur des Etats qui nous avaient tenus de les leur faire parvenir de New York, de Boston ou de Philadelphie par chemin de fer, à cause de la distance beaucoup plus considérable qui les sépare de ces dernières villes.

L'importation des plaques de forblanc et des plaques à étamper (stamping plates) a plus que doublé l'année dernière. Il se fabrique à la Nile-Orléans un plomb de chasse, des cordes, de la ficelle des balais, des fourneaux en terre cuite, de la ferblanterie, des chaînes des ferrements de harnais, qui trouvent aussi facilement leurs consommateurs en outre, par chemin de fer, à quelques heures de distance des hauts fourneaux de l'Alabama et des usines nouvellement se fondonne le fer. Il n'est donc pas étonnant que le commerce de la quincaillerie à la Nile-Orléans se développe dans de larges proportions. Nos maisons les plus anciennes ont fait en une année 25 pour cent plus d'affaires que pendant l'exercice 1885-86.

TÉRÉBENTHINE, GOUDRON, RÉSINE.

Ces trois produits provenant du suc des pins résineux constituent ce qui s'appelle dans le langage commercial anglais *Naval stores*, dénomination parce qu'ils sont indispensables au gréement et à l'enfretien des navires. L'année a été désastreuse pour les fabricants ; la production a tellement dépassé la demande que le marché s'est abîmé, écrasé. On calcule qu'il reste entre les mains des principaux détenteurs assez de *Naval stores* pour suffire, sans production nouvelle, aux besoins de toute l'année prochaine ; et qui n'a vu avant de faire de nouvelles entailles à leurs pins, pour en obtenir le suc résineux, en seront quittes pour leurs frais.

Voici quels ont été les cours sur notre place :

1886-87—Poix $1.50 à 1.75 par baril. Goudron $3.25 à 3.50 par baril. Résine $1.25 à 3.25. Térébenthine 34 à 39.

1885-86—Poix $1.50 à 1.75 par baril. Goudron $3.25 à 3.50 par baril. Résine $1.25 à 4 par baril. Térébenthine 30 à 36c par gallon.

1884-85—Poix $2 à 3. Goudron $3.25 à 3.50. Résine $1.25 à 4.50. Térébenthine 27 à 36.

MOUVEMENT MARITIME.

Dans le cours de l'exercice 1886-87, il est entré dans le port de la Nouvelle-Orléans, 3,040 bâtiments faisant le cabotage, 127 navires américains venant de ports étrangers et 387 navires étrangers venant également du dehors, le tout représentant 1,159,703 tonneaux. Le nombre de tonneaux en 1885-8 a été de 1,104,992 et de 1,013,032 en 1884-5. Voici maintenant le tonnage des navires à la sortie pendant les mêmes exercices : 1886-7—1,148,260 ; 1885-6—1,099,392 ; 1884-5—987,734.

Du 1er août 1886 au 31 juillet 1887, on a compté 3,738 arrivages au Nouveau Bassin de la Nouvelle-Orléans, contre 3,297 en 1885-6, et 4,962 en 1884 5. La nature du chargement de ces navires (principalement des goélettes) ne varie pas ; il se compose toujours de bois de charpente, de bois de chauffage, de briques, de graines de coton, de bardeaux, de douves, de fattes, de riz, de coquilles, d'un peu de sucre et de mélasse, de charbon de bois, de sable, de laine de mousse, de peaux, de bestiaux de rebut, de térébenthine, de logs ou tronçons d'arbres.

Du 1er juillet 1886 au 31 août 1887, il a été reçu par le Canal Carondelet (Vieux Basin et Compagnie de Navigation) 14,786,600 lbs de bois, 471,400 barils de charbon de bois, 1,534,000 briques, 83,050 barils de sable, 2,725 barils de coquilles, 18,462 cordes de bois, 2,220,200 douves, 2,115,000 bardeaux, 165,900 meules, 73,730 barils d'huiles, le tout transporté par 3,150 bâtiments de tout tonnage. Il y a eu une diminution notable sur presque tous les articles reçus comparativement aux deux derniers exercices (1885-86 et 1885-86). Décidément, nous ne nous relevons pas au-dessous de la ou du Canal.

ETAT DES NAVIRES

Appartenant au port de la Nouvelle-Orléans, au 31 juillet 1887.

Vapeur	Nombre de navires.	Bois ou fer.	Tonnage brut.	Tonnage net.
Océan	4	Bois	2.710 85	1.576 04
Océan	19- 23	Fer	26.298.22	15.987.79
Rivière	110	Bois	17.139.06	13.281.86
Rivière	13-123	Fer	1.718 85	1.136.61
Total	146		47.866.98	33.992.28
Océan	71	Bois	3.350.58	3.183.29
Rivière	333	Bois	2.252.80	2.140.86
Total	404		5.603.44	5.324.15
Grd total	550		53.470.42	39.316 43

CHEMINS DE FER.

Les marchandises arrivées à la Nouvelle-Orléans en transportées hors de la ville, du 31 juillet 1886 au 31 juillet 1887, par le chemin de fer New Orleans and Northeastern, représentent un total de 353.354.500 livres.

Il a été reçu ici par le chemin de fer Louisville and Nashville, pendant l'année écoulée le 30 juin 1887, 349.313.100 tonnes de marchandises, et il a été expédié de la Nile Orléans par la même railway 357.421.100 tonnes, ce qui constitue un accroissement marqué sur le mouvement des deux années précédentes.

Le même chemin de fer a transporté à la Nile-Orléans pendant le dernier exercice 144,418 balles de coton, contre 163,063 en 1885-86. Diminution de 18,645 balles.

ETAT DU TONNAGE.

Nous sommes redevables au général John Glynn, Jr., agent général résident pour l'état civil du tonnage reçu et expédié de la Nouvelle-Orléans, via New Orleans and Northeastern Railroad, du 31 juillet 1886 au 31 juillet 1887 :

	Reçu. Livres.	Expédié. Livres.
Viande périssable, etc	3.600.000	4.560.000
Fruits et légumes	820.000	.....
Machines	3.450.000	600.000
Bière	744.000	.....
Charbon et coke	113.126.000	.....
Resaiaux	10.824.000	2.232.000
Bois	14.175.000	720
Bois de construction	40.440.000	4.224.000
Chaux et ciment	1.440.000	1.512.000
Briques et pierres	6.120.000	.....
Douves et matériaux pour barils	15.140.000	.....
Charbon de bois	1.600.000	.....
Huile et acide	2.664.000	1.630.000
Fil de fer	210 000	.....
Résine et térébenthine	5.768.000	768.000
Tabac	672.000	.....
Engrais	2.664.000	1.848.000
Fer	5.190.000	35.500.000
Farine	2.592.000	.....
Peau	2.448.000	.....
Meubles	300.000	.....
Sucre	528.000	19.200.000
Mélasse	.....	30.180.000
Riz	.....	17.280.000
Graine	.....	1.128.000
Papier	.....	1.920.000
Sel	.....	5.336.000
Buggies	480.000	.....
Coton	80.712.000	2.940.000
Bagging and ties	576.000	1.450.000
Mousse	.....	48.000
Café	.....	390.000
Plaux	.....	80.000
Divers	37.600.000	11.360.000
Total	363.354.500	145.082.000

Voici, en livres, ce qu'a transporté à la Nouvelle-Orléans et hors de la Nouvelle-Orléans, pendant l'exercice 1886-87, le "Southern Pacific Railroad" :

Articles.	Expédié.	Reçu.
Bois de construction	1.450.000	10.980.000
Bardeaux	.....	480.000
Autres produits de la forêt	1.175.588	3.704.186
Sucre	60.000	54.540.000
Mélasse	.....	3.540.000
Autres animaux, live stock	2.580.988	19 008.150
Tiges	.....	380.000
Rails	.....	3.180.000
Autres matériaux de chemins de fer	5.986.035	2.620.084
Laine	14.969	1.260.000
Peaux	27	3.166.676
Autres produits d'animaux	809.856	2.921.022
Végétaux alimentaires	16.609.220	76.548
Graine	12.432.171	2.274.974
Foin	1.726.084	627.360
Riz	1.860.000	46.272.280
Graine de coton	228.022	24.902.524
Sacs	3.512.062	28.466.381
Poisons	3.644.349	31.307.114

EXPORTATIONS DE LA NILLE-ORLEANS

Du 1er août 1886 au 31 juillet 1887, il a été exporté de la Nile Orléans 1.462.715 balles de coton, pesant 706.462.337 livres, et valant $66.402.977 contre 1.550.986 balles en 1885-86, et 1.325.492 en 1884-85. La plus grande partie de ce coton est allée comme de coutume : en Angleterre, 379.577 balles ; en France, 320.034 ; en Allemagne, 210.369.

Dans la même exercice 1886-87, il a été exporté de notre port 52.994 barils de farine valant $238.812, contre 27,183 barils en 1885-86, et 27.754 en 1884-85. L'augmentation, on le voit, a été considérable pour le dernier exercice (1886-87).

Nous avons exporté l'année dernière 7.869,394 boisseaux de maïs et 4,318,275 boisseaux de blé valant $4,093,366.

FRET.

Le fret pour navires traversant l'Océan est en voie d'amélioration, quoique nous n'ayons pas à déplorer un encombrement marqué. Il n'y a au contraire un progrès notable dans le fret entre la Nouvelle-Orléans et New York. Nous expédions dans ce dernier port non seulement notre coton, notre riz et notre maïs, comme de coutume, mais aussi une quantité de produits qui nous viennent maintenant par chemin de fer des côtes du Pacifique, tels que vins, sucre de fruits, raisins, conserves, houblon, cuivre, etc. Ces articles ne figuraient pas autrefois dans nos exportations.

Nouvelles ressources, en résumé, de New York, quantité de marchandises que nos voisins n'avaient chargent ensuite et distribuent tout le long des rives du Mississipi et de ses affluents. Le double voyage par mer et par rivière coûte encore moins cher le transport direct et exclusif par chemins de fer.

REVENU DE LA DOUANE.

Voici, mois par mois, ce qu'a été le revenu de la Douane de la Nile-Orléans, du 1er août 1886 au 31 juillet 1887.

Août	$ 98.521 45	Fév	$ 262.238 48
Sept	118.233 81	Mars	214.980 51
Oct	134.836 82	Avril	272.956 51
Nov	313.899 92	Mai	177.181 93
Déc	230.097 92	Juin	114.338 73
Janvier	199.393 91	Juillet	143.174 57
Total			$2.367.767 15
Total 1885 86			1.844.440 67
Augmentation de 1886-87			$1.023.326 28
Total 1884-85			1.573.980 27

Le total ci-dessus représente les droits acquittés sur 69.743.076 de marchandises importées dans notre port.

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux : 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLÉANS.
JEUDI 1er SEPT. 1887.

PETITES ANNONCES.

DEMANDES.

ON Demande à louer à partir du 1er octobre une maison dans la Second ou le Troisième District, contenant 4 chambres, cuisine, chambres à domestiques et chambre à bains. S'adresser, "Ecurie Abeille" bureau de l'Abeille.
31 août—1 f.

ON demande à acheter un demi-lot avec maison. S'adresser à M. H., bureau de l'Abeille.
27 août—1 sem.

ON demande à adopter une petite fille et un petit garçon, de préférence à six ans. Des orphelins ou enfants indigents seraient préférés. S'adresser en personne ou par lettrash la chambre No 103, Hôtel St-Charles.
24 août—7 f

A LOUER.

A LOUER—Deux magasins, Nos 121 et 123 rue Royale ; étage supérieur composable pour hôtel garni ou non garni ; prix modéré. S'adresser au-dessous de l'Hôtel St-Charles — J. B. Trapolin.
25 août—2 sem

A LOUER—Maison 119 rue Douane, composée de neuf pièces pour logement, buvette, pension, magasin ou club. S'adresser à Joe Ziegler, 9 et 10 rue Royale.
14août—1mois

A VENDRE.

A VENDRE, pour cause de départ, le couteau de la Confiserie de N. Kants, encore bien fonctionnant, est offert en vente en bloc jusqu'au 10 septembre. Après cette date il se vendra en détail. S'adresser sur les lieux.
28 août—1 sem

A VENDRE A bon marché, une bonne épicerie, coin Carondelet et Erato. Loyer à bas prix. S'adresser au lieux.
21 août—7f

A VENDRE à l'amiable le café coin Conti et Bourbon, connu sous le nom de "Conti Exchange", pour cause de maladie. La Société Culinaire des Garçons Restaurateurs et des Vigilant Rand s'y réuniissent. Pour informations s'adresser sur les lieux à M. E. Garreau, 73 Bourbon et 65 Conti.
30 août—1sem

A VENDRE—Une buvette bonne location, bonne affaire. S'adresser chez les bureaux de l'Abeille.
23 août—1 sem

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de Mme Mary Alexander, femme decédée de William Butler.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No. 21.953.—Division —Attendu que Jacob Alexander a présenté une pétition à fin d'être élu et choisi curateur à l'administration dans la succession de feue Mme Mary Butler, décédée intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.
1er sept—1 6 10

Succession de Catherine Louise Saizer, veuve décédée de Jean Louis Page.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 20.152—Division E—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Thomas Duffy, shérif et syndic dans cette affaire, ne sera pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.
1er sept—1 6 10

Joseph Pinta vs ses créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA Paroisse d'Orléans—No 19.586—Division A—Avis est par le présent donné aux créanciers dans cette affaire et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Thomas Duffy, shérif virtuti et syndic dans cette affaire ne sera pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la cour.
W. J. McGEEHAN,
31 août—31-sept 4 9 Greffier.

Succession de Ellen Monaghan, femme décédée de Patrick J. Everett.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 19.902—Division C—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Patrick J. Everett, curateur de cette succession ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.
25 août—25 31—3 sept.

Anthony Schaefers vs. ses créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No. 21,740—Division C—Avis est par le présent donné aux créaciers dans cette affaire et à toutes autres person nes intéressées d'avoir à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le premier compte provisoire rendu par Eugène 8ch. Reems, syndic dans cette affaire, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément aux dit compte.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN,
23août—23,27 sept 1 Greffier.

MONITION.

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIVILE du District parish de Orléans.—No. 21.420—Division D, dans l'affaire de Peter X. Glaser, demandant une monition.

A tous ceux que le présent aux concerne.

Attendu qu'à une récente séance publique tenue le 13 août 1886, l'Etat de la Louisiane "par l'entremise du collecteur de taxes d'Etat a déclaré informer le vente à vendre à Huth, Huth, Joseph Schemel et John Stumpf, conformément aux réglements de l'acte No 82 de 1884, de la propriété suivante saisie et adjugée à savoir : "CERTAINS LOTS DE TERRE, situés dans le Troisième District de la ville de la Nouvelle-Orléans, désignés sur les rôles d'assessement comme lots Nos 4, 5, et 8 situés sur l'Iet No 175 borné par les rues Congrès, Elmire, Dauphine et Royale ; les dits lots Nos 4 à 8 mesurent 228 pieds de face à la rue Congrès sur 95 pieds de profondeur, assesés pour les années 1871, 1872, 1873, 1874, 1875, 1876, 1877 et 1878, au nom de Rufus Waples et étant la même propriété achetée par le dit Rufus Waples le 22ème jour de mars 1865 et décrite comme suit, à savoir :

CINQ LOTS DE TERRE dans le faubourg Bouligny, Troisième District de cette ville, dans l'Iet borné par les rues Cascavilo (maintenant Royale), Grands-hommes (maintenant Dauphine), Elmire et Congrès, désignés comme lots Nos 3, 4, 5, 6 et 7 ; le lot No 3 mesure 45 pieds de face à la rue Congrès sur 95 pieds de profondeur, entre les rues Cascavilo et Grands-Hommes ; le lot No 7 forme l'encoignure des rues Grands-Hommes et Dauphine et mesure 45 pieds 8 pouces et 6 lignes de face à la rue Congrès sur 95 pieds de profondeur et face à la rue Grands-Hommes, comme le tout plus amplement expliqués dans le document de take exécuté par Charles Cavanac, collecteur de taxes d'Etat pour le district intérieur de cette ville, par acte de A. A. Kor, notaire, à Jacob Huth Joseph Schemel et John Stumpf, le 12ème jours d'août 1886 pour toutes les sommes acquises ou payables la somme de sc xante-quinze piastres pour la dite adjudication. Enregistré au Bureau des affaires-tions. 15 de 124, folio 3o5.

Et attendu que Peter X. Glaser a acheté la dite propriété des dits Jacob Huth, Joseph Schemel et John Stumpf pour le prix et somme de cent piastres comptant, comme le tout est expliqué par une copie certifiée d'un acte de vente par les dits Jacob Huth, Joseph Schemel et John Stumpf à Peter X. Glaser, pardevant John R. Legier, notaire, le 19ème jour de mai 1887, les dites copies du document sont annexées à la pétition enregistrées dans cette affaire et y faisant partie. Enregistré au Bureau des aliénations, liv 88, folio 535, etiivre 41, folio 754.

Et attendu que Peter X. Glaser a fait application à cette cour pour une monition ou annonce conformément à la loi et aux sections 2371, 2272 et 2373 de l'acte No 95 approuvé le 10 mars 1870 connus comme les Statuts Revisés de la Louisiane.

Donc, dès maintenant, toutes les personnes intéressées dans la dite propriété sont citées aux nouts de l'Etat de la Louisiane et de la Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans à faire valoir ; si elles en ont, tout droit, titre ou réclamation à la propriété ci-dessus décrite, en formalité quelconque dans les annonces, procédures, publications, assessements, descriptions, ou adjudication d'après lesquelles les ventes ci dessus mentionnées ont été faites ; ou toute irrégularité ou illégalité dans les notices, époque ou genre de dites ventes ou dans aucune autre cause quelconque dans cette affaire, ces personnes sont requises de présenter, dans les trente jours qui suivront la première publication de cette monition dans les feuilles publiques, les raisons pour lesquelles les ventes ainsi faites ne doivent pas être rendues absolues.

Barnes du Greffier se Cour Civile de District, Nouvelle-Orléans, 3 juin 1887.

(Signé) H. RIGHTOR, Juge.
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.

Pour copie conforme :
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
14 juin—

DATE DE FONDATION 1805

COMPAGNIE D'ASSURANCES DE LA NILE-ORLEANS.

(New Orleans Insurance Company of New Orleans.

Etablie en 1805.

BUREAUX : 8 rue Carondelet, entre Canal et Commune.

CAPITAL - - - $500,000

J. TUYES, Président.
A. BOERRIBER, Vice Président.
JOSEPH A. HINCKS, Secrétaire.

Assure contre les risques de feu, de mer et de rivières, aux taux les plus réduits.

DIRECTEURS :

CHAS. T. DUGASON, EDWD J. BORET.
PIERRE POUTS, E. GALLY.
D. PAZZO, A. BOERRIBER.
CHAS. E. SCHMIDT, THEO. GUERIN.
JULES TUYES, W. C. G. CLAIBORNE
GUS. PIVOT, J. W. KIEGER.

24 Sv—1an

ATTRAIT SANS PRECEDENT!

PLUS D'UN DEMI-MILLION DISTRIBUÉ.

L. S. L.

Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane

Incorporée par la Législature en 1868, dans un but de charité et pour aider au développement de l'enseignement public.

Le crédation de la Compagnie a été ratifiée, par un vote populaire énorme, et reconnue par la présente Constitution de l'Etat adoptée le 2 décembre 1879.

Ses Grands Tirages à Numéro Simple auront lieu tous les mois, et ses **Grands Tirages Semi-Annuels** tous les six mois (Juin et Décembre).

Nous déclarons, par les présentes, que nous prendrons à nous les tirages mensuels et semi-annuels de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que nous dirigerons et contrôlerons en personne ces tirages qui, sous notre direction et notre surveillance, auront lieu avec la plus grande honnêteté, la plus grande loyauté et la plus parfaite bonne foi vis-à-vis de toutes les parties. Nous autorisons la Compagnie à se servir, dans ses annonces, de ce certificat, auquel nous joignons le fac-simile de nos signatures.

Grand Tirage à Numéro Simple,

— A —

L'ACADÉMIE DE MUSIQUE,

NOUVELLE-ORLEANS,

MARDI, 13 SEPT. 1887.

GROS LOT:

$150,000

AVIS.—Billets $10 seulement,

DEMI-BILLET $5, CINQUIÈME DE BILLET $2, DIXIÈME DE BILLET $1.

LISTE DES LOTS :

1 Gros lot de	$150,000..	$150,000
1 " de	50,000..	50,000
1 Lot de	20,000..	20,000
2 Lots de	10,000..	20,000
4 Lots de	5,000..	20,000
20 Lots de	1,000..	20,000
50 Lots de	500..	25,000
100 Lots de	200..	20,000
200 Lots de	100..	20,000
500 Lots de	100..	50,000

LOTS D'APPROXIMATION :

100 Lots d'approximation	$200..	$20,000
100 " "	150..	15,000
100 " "	100..	10,000
100 " "	50..	5,000
2,179 Lots s'élevant à		$525,000

☞ Pour les CLUBS ou toute autre information s'adresser au soussigné. Votre écriture devra être distincte et la Signature Kodak. On s'empressera un service plus rapide de la Poste en envoyant une enveloppe portant votre adresse en plein.

Remises par Postal Notes, Express Money Order, ou change de New York, dans des lettres enregistrées. Monnaie comptable par l'Express [à nos frais]. Adresser à

M. A. DAUPHIN,

Nouvelle-Orléans, Lne.

Adresser vos lettres enregistrées à

la New Orleans National Bank, New Orleans.

RAPPELEZ-VOUS que la présence des gérants Honoré Grima et Emile Rost, qui remplissent cette charge, est une garantie de la parfaite régularité qui préside à la distribution des lots. Les chances sont égales pour tous. Personne ne peut connaître à l'avance quel titre un lot.

RAPPELEZ-VOUS que le paiement de tous les lots est GARANTI PAR QUATRE BANQUES NATIONALES DE LA NOUVELLE-ORLÉANS, et que les billets sont signés par le président et le secrétaire-trésorier dont les noms figurent sur la grande vignette, aussi connus par leur honorabilité que par leurs services. Prière venir dans les établissements et non dans les maisons particulières.

ANNONCES JUDICIAIRES

VENTES PAR LE SHERIF

ANNONCE JUDICIAIRE.

La Banque des Citoyens de la Louisiane vs Alfred Marchand.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans, No 21,554—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse d'Encan Arcade, rue Magasine, entre Gravier et la Roches Alley, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 1er OCTOBRE 1887, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Deux lots de terre dans le faubourg Washington, dans le troisième district de cette ville, dans l'Iet borné par les rues St-Ferdinand, Casseavlve (maintenant Royale), Presse et Marais (maintenant Chartres), désignés par les numéros un et deux sur un plan particulier fait par E. Surgi, ancien arpenteur ingénieur civil, le 18 juillet 1849, pour la Société de Charles Rondonneaud, ancien notaire en cette ville ; les dits lots mesurent chaque vingt quatre pieds quatre pouces de face sur la rue St-Ferdinand sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur entre lignes parallèles et le tout numéro un forme l'encoignure des rues St-Ferdinand et Casseavlve (maintenant Royale), ensemble avec toutes les batisses et améliorations qui s'y trouvent et y appartiennent, comme les droits, voies, servitudes et privilèges y appartenant.

Ensemble avec soixante actions réduites à cinquante-et-une actions du fonds capital de la Banque des Citoyens de la Louisiane qui se trouvent actuellement à la dite propriété.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux. Payer la réclamation du plaintiff, comptant, à savoir : la somme de deux cent quarante piastres, le montant d'un grand fait fait à la date du 1er décembre 1882 et enregistré par un du 1er décembre 1883 et de plus une somme de sept cent et vingt piastres

Avec 6 pour cent d'intérêt par an sur cent vingt piastres du 1er décembre 1883.

Avec 6 pour cent d'intérêt par an sur cent vingt piastres du 1er décembre 1884.

Avec 8 pour cent d'intérêt par an sur cent vingt piastres du 1er décembre 1885.

Avec 8 pour cent d'intérêt par an sur cent vingt piastres du 1er décembre 1886.

Et les frais de la vente, procès y compris 5 pour cent honoraires d'avocat sur le montant en litige et les taxes d'Etat et de ville dues sur la propriété.

L'acquéreur, en outre, assume et s'engage à payer la somme de quatre mille six cent et quatre-vingt piastres balance non payée et par actes reconnaissance pardevant le dit notaire Reems, soixante-dix-huit piastres par actions et assumera toutes les charges dues de l'actionnaire de la Banque des Citoyens de la Louisiane, pour les dites actions conformément à la charte et les lois relatives à la Banque, le tout suivant le prix d'adjudication s'il y en a, comptant.

THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
30 août—30 sept 6 13 20 27 oct 4

ANNONCE JUDICIAIRE.

F. Lopez vs. ses créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 19,679.—En vertu d'un ordre de vente daté du 30 août 1887, à moi adressé par l'honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse d'Encan Arcade, rue Magasine, entre Gravier et la Roches Alley, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 10 septembre 1887, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un certain lot de terre avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, droits, voies, privilèges, servitudes et dépendances qui y appartiennent, situé dans le troisième district de cette ville, dans l'Iet borné par les rues Esplanade, Lovée, Champs Elysées, Victoire et Franklin, mesurant (au pied américain) trente-trois pieds, deux pouces et quatre lignes de face à la rue Esplanade, sur une profondeur, du côté de la rue Lovée, de quatre-vingt dix neuf pieds, cinq pouces et quatre lignes, et sur l'Iet No 2 mesurant cent vingt pieds de face à la rue Victoire, sur une profondeur de quatre-vingt dix neuf pieds, cinq pouces et quatre lignes, dans le fond ayant une largeur de trente-quatre pieds neuf pouces le tout liégeant.

Etant la même propriété acquise par la défenderesse dans l'affaire de A. Masotti vs. par acte passé pardevant Octave de Armas, notaire en cette ville, le 9ème jour d'août, 1875.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
9 août—9,16,23,30—sept 6.10

ANNONCE JUDICIAIRE.

Jean Muié vs Mme L. M. Peuch, femme, J. N. McConnell et son mari.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 21,748.—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'honorable Cour Civile de District, pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, à la Bourse d'Encan Arcade, rue des Magasin, entre la rue Gravier et la Natchez Alley, dans le Premier District de cette ville, LE SAMEDI, 1er OCTOBRE 1887, à midi, de la propriété décrite ci-dessous, à savoir :

Un lot de terre, situé dans le Deuxième District de cette ville dans le carré borné par les rues Bienville, Basse, Tchoupitoulas et Robertson, mesurant trente-et-un pieds onze pouces de front sur la rue Bienville sur une profondeur de cent vingt pieds, entre lignes parallèles. Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Etant la même propriété que Mme J. N. McConnell, défenderesse a dans cette affaire, a acquise de Jules Birot et Alexandre Hachicho, conformément à un acte passé pardevant Brineco, notaire en cette ville, le 20ème jour de mai 1887.

Saisie dans l'affaire ci dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans
9 août—9,16,23,30—sept 6.10

ANNONCE JUDICIAIRE.

George Zetzmann vs. Thomas Roberts.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 21,601.—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, à la Bourse d'Encan Arcade, rue Magasine, entre Gravier et l'allée Natchez, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 10 septembre 1887, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un certain lot de terre situé dans le Premier District de cette ville, dans l'Iet borné par les rues Tchoupitoulas, Jackson et Nashville, désigné par le numéro trois, d'un certain plan dressé par Arthur de Armas, daté du 14 avril 1871, et d'un certain croquis fait par J. A. D'Hémécourt, daté du 24 juillet 1879, une copie de ce dernier annexé à l'acte ci-dessous référé.

Le dit lot mesure 26 pieds 9 pouces de face à la rue Tchoupitoulas sur une profondeur de 124 pieds 6 pouces et 2 lignes sur la ligne du bas et 121 pieds 5 pouces et 2 lignes sur la ligne du haut, le séparant du lot numéro quatre, ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, droits, avantages et appartenants qui y appartiennent.

Etant la même propriété que le défendeur a acquis par vente de J. N. Mioli, d'après un acte passé pardevant W. J. Castell, notaire, en date du 15 juin 1886.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la